

ÉVALUATION DES CONTRAINTES SANITAIRES ET PHYTOSANITAIRES (SPS) DE LA POLITIQUE COMMERCIALE DANS LES CHAÎNES DE VALEUR DU MAÏS ET DE L'ÉLEVAGE EN AFRIQUE DE L'OUEST

RÉSUMÉ 4 : SYSTÈMES SPS ET CONTRAINTES COMMERCIALES

Le Bureau pour la sécurité alimentaire de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) a commandité l'étude *Evaluation of Trade Policy Constraints within the Maize and Livestock Value Chains in West Africa* par l'intermédiaire du projet Leveraging Economic Opportunities (LEO)¹. L'étude constitue l'une des trois évaluations régionales menées dans les régions d'Afrique orientale, méridionale et occidentale afin d'identifier les principales contraintes sanitaires et phytosanitaires (SPS) en matière de commerce dans les chaînes de valeur prioritaires de l'Initiative alimentaire pour l'avenir et afin d'évaluer les opportunités d'investissement liés aux aspects SPS. Concernant l'Afrique de l'Ouest, l'étude a couvert le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Mali et le Nigeria. Ce résumé identifie et examine les systèmes SPS et les contraintes commerciales dans les chaînes de valeur du maïs et de l'élevage en Afrique de l'Ouest.



SYSTÈMES SPS ET CONTRAINTES COMMERCIALES

Les ressources allouées au niveau national sont insuffisantes pour garantir des contrôles, inspections, tests SPS et l'application des normes SPS.

Bien que les ressources publiques soient rares dans les pays en voie de développement, l'allocation des ressources publiques reste une mesure prioritaire. Aucun des 4 pays ne consacre assez de ressources à la vérification

du respect des normes SPS ou à veiller à leur application grâce à des inspections ou tests. Par exemple, les kits de test pour l'aflatoxine dans le sol et le maïs sont relativement bon marché mais ne sont pas disponibles. La plupart des frontières ne disposent pas d'outils pour mesurer les niveaux d'humidité qui servent d'indicateur du risque d'aflatoxine. Les laboratoires nationaux souffrent généralement d'une mauvaise infrastructure, d'un équipement insuffisant et de la multiplication des efforts entre les laboratoires.

L'UEMOA et la CEDEAO ont harmonisé les normes SPS mais ont évité d'imposer des contraintes SPS sur le commerce transfrontalier des ruminants de peur que cela ne perturbe et ne pousse le commerce vers des réseaux informels, aggravant ainsi les problèmes sanitaires liés aux animaux. A l'exception du soutien apporté aux laboratoires, l'UEMOA et la CEDEAO se sont plutôt concentrées se concentre plutôt sur les investissements infrastructurels qui profitent aux états membres mais elle ne cible

Le commerce encourage la création de systèmes SPS améliorés car les ressources sont insuffisantes et inégales dans la région.

¹ Pour de plus amples informations sur le projet LEO et pour accéder à l'intégralité des études concernant l'Afrique orientale, occidentale et méridionale, rendez-vous sur www.microlinks.org/leo.

pas les processus clés susceptibles de rendre le commerce régional plus efficace et les processus pouvant améliorer la santé animale, végétale ou la sécurité alimentaire.

Le commerce encourage la création de systèmes SPS améliorés. Les entreprises nationales qui cherchent à exporter et les multinationales (par ex : Nestlé ou les brasseries) présentes sur le marché national jouent un rôle majeur dans la demande d'amélioration de la conformité avec les normes SPS. Le non-respect des normes SPS régionales, mondiales et du pays importateur entraînent la perte de ventes, de recettes et de devises fortes. Les produits que les entreprises des pays membres de la CEDEAO exportent en dehors des pays membres font l'objet d'un examen plus approfondi que les produits vendus dans le pays. Les entreprises qui exportent des aliments transformés dont le maïs est l'ingrédient principal étaient très préoccupées par les niveaux de pesticides et d'aflatoxine car elles savent que leurs produits sont susceptibles de faire l'objet de tests dans le pays de destination. Aucune entreprise n'est actuellement susceptible d'exporter de la viande rouge en dehors de la CEDEAO à cause des manquements aux SPS.

Les politiques nationales contredisent souvent les accords avec la CEDEAO. La politique agricole nationale est motivée par le protectionnisme populiste : l'industrie et les produits nationaux doivent être protégés des multinationales mais également de ses voisins. Le mandat de la CEDEAO est de créer un marché commun réglementé au sein de la communauté régionale. Mais il n'a aucun pouvoir de contrainte. Les parlements nationaux font preuve de lenteur pour l'examen et la validation des réglementations de la CEDEAO. Ces étapes sont un prérequis pour que ces réglementations aient force de loi. L'opinion des acteurs du secteur privé qui supportent le coût des non-conformités doit être davantage prise en compte pour définir les programmes liés aux SPS.

Mise en application des règles de conformité. Conformément aux règles de l'OMC, les états membres de la CEDEAO autorisent officiellement le libre échange des produits agricoles dans la communauté à condition que ces marchandises soient conformes aux normes CIPV, OIE et du Codex Alimentarius. Cependant, la conformité, l'inspection, les tests et l'application posent des problèmes majeurs pour les états dont les ressources sont limitées.

Les frontières entre les 14 états membres de la CEDEAO sont poreuses en raison des 25 frontières internes d'une longueur totale de 15 000 kilomètres et un manque de ressources pour contrôler efficacement les mouvements transfrontaliers. Cela est tout particulièrement vrai pour les animaux vivants, notamment le bétail et les petits ruminants. De plus, la corruption et l'encaissement de paiements illégaux peut ajouter 1 à 6 % au Coût, assurance et fret (CAF) des marchandises. Bien qu'il ne soit pas négligeable, ce coût est relativement mineur comparé à la perte de valeur du produit et aux coûts de santé publique liés à la consommation de toxines et agents pathogènes dans l'alimentation.

La sécurité alimentaire et le coût humain des problèmes SPS. Le Nigeria estime que 200 000 décès sont liés à des toxines et agents pathogènes d'origine alimentaire. On dispose de peu de preuves indiquant que l'incidence par habitant est significativement plus faible dans les pays voisins. L'aflatoxine et les mycotoxines, dont on connaît depuis longtemps le caractère cancérigène, semblent être des facteurs majeurs du retard de croissance infantile liée au dysfonctionnement entérique environnementale (DEE). Le coût économique du retard de croissance dans les états d'Afrique de l'Est est énorme en termes de perte de productivité des ouvriers et de réduction du développement intellectuel des enfants touchés. La population n'est pas consciente du lien entre les mycotoxines et le retard de croissance. Les préoccupations de la population relatives à la présence de mycotoxines dans le maïs ne seront sans doute pas résolues tant que les pays ne réformeront pas leurs politiques semencières afin de permettre et encourager le développement de marchés de semences pour des variétés hybrides à haut rendement. La consommation d'antibiotiques par l'Homme par

le biais de bétail récemment vacciné est un problème. Lorsque des animaux semblent malades après la vaccination, ils sont rapidement abattus afin de limiter les pertes financières pour leurs propriétaires. Cela entraîne des résidus d'antibiotiques dans la viande de la bête.

Le lien entre (a) les aflatoxines et la dysfonction entérique environnementale (DEE) et (b) entre la DEE et le retard de croissance devraient rendre le contrôle de l'aflatoxine sur le territoire plus important. En dehors des responsables publiques dans les organismes de réglementation SPS, on ne considère pas les aspects SPS comme une priorité importante, contrairement à d'autres menaces à la santé publique avec une mortalité et morbidité plus élevées et à plus court terme comme le paludisme, les maladies diarrhéiques et les facteurs (hors aflatoxine) contribuant aux retards de croissance et à l'émancipation. Cependant, une nouvelle étude a mis en évidence un lien de causalité entre l'aflatoxicose chez les nourrissons et les enfants et les retards de croissance causés par le DEE.

En raison de l'insécurité, les gouvernements sont moins enclins et décidés à garantir le respect des normes SPS. Boko Haram dans le nord du Nigeria, Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) ainsi que les conflits régionaux entre les agriculteurs et les éleveurs entravent le commerce et ralentissent le travail des organismes de réglementation et d'application.

Tendances. Grâce aux progrès technologiques, la traçabilité du bétail, du maïs et des autres marchandises agricoles gagnera en importance et en facilité. Le coût de renonciation des produits contaminés est trop élevé pour ne pas essayer de le contrôler. Bien qu'aucun groupe important de consommateurs pour la défense de la sécurité alimentaire n'existe dans ces quatre pays, la population est de plus en plus consciente des problèmes de sécurité alimentaire grâce aux journaux locaux et radios qui font régulièrement état de problèmes de sécurité alimentaire et de santé publique.

INVESTISSEMENTS PRIORITAIRES

À la lumière de ces résultats, le tableau ci-dessous identifie, consolide et propose des investissements prioritaires pour répondre aux questions SPS mises en évidence par l'étude. Ces investissements visant à éliminer les obstacles SPS au commerce couvrent les secteurs public et privé. Une liste complète et plus détaillée des investissements, y compris ceux mentionnés ci-dessous, est disponible dans le rapport.

Tableau 1 - Investissements prioritaires

	Investissement	Pays ciblés
<i>SPS : général</i>	Créer des forums régionaux entre les secteurs public et privé afin de déterminer les priorités SPS.	Pays dotés de capacités de traitement du maïs importantes et croissantes : Premier niveau : Ghana, Nigeria, Côte d'Ivoire , Sénégal. Deuxième niveau : autres pays avec une production importante de maïs : Burkina Faso, Mali
<i>Élevage (volailles, bovins,</i>	Rétablir le système para-vétérinaire sous l'encadrement de vétérinaires agréés publics et / ou privés.	Nigeria, Ghana, Côte d'Ivoire, Burkina Faso

<i>petits ruminants)</i>	Soutenir la modernisation de la chaîne de valeur de l'élevage sahélien près des centres urbains, y compris les emboucheurs, les éleveurs qui investissent dans des races croisées, l'amélioration des mélanges d'aliments et de fourrage, et la traçabilité afin d'approvisionner les supermarchés régionaux en produits de qualité supérieure et non contaminés.	Initialement au Mali, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Nigeria, puis dans le reste de la CEDEAO.
<i>Maïs</i>	Faciliter les tests nationaux avec Aflasafe, le bio-pesticide contre l'aflatoxine développé par l'IITA en collaboration avec les instituts nationaux de recherche agricoles du Burkina Faso et du Ghana et le Service de recherche agricole du Département de l'agriculture des Etats Unis	Ghana, Burkina Faso
	Soutenir le développement de marchés semenciers privés. Cela nécessite la délivrance d'une autorisation conditionnelle des droits de multiplication et de distribution des semences dans le domaine public aux entreprises en mesure de répondre à ces conditions.	Tous les pays membres de la CEDEAO à l'exception du Nigeria qui a déjà fait cela.
	Harmoniser les politiques semencières nationales dans le cadre de la CEDEAO.	Pays membres de la CEDEAO

Avertissement : Le présent document a été rédigé par approbation par l'agence des États-Unis pour le développement international. Il a été rédigé par ACDI/VOCA grâce au financement du Projet de mise à profit des opportunités économiques (LEO). Les points de vue formulés dans le présent document ne reflètent pas nécessairement l'avis de l'agence des États-Unis pour le développement international ou le gouvernement des États-Unis.